

Logique militante et logique de la recherche

Entretien

Emmanuel Terray

DANS **COMMUNICATIONS** 2014/1 (N° 94), PAGES 135 À 147

ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0588-8018

ISBN 9782021153811

DOI 10.3917/commu.094.0135

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-communications-2014-1-page-135.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Emmanuel Terray

Logique militante et logique de la recherche

Entretien

Qu'est-ce qui vous a conduit à l'anthropologie¹ ?

C'est plusieurs éléments, bien sûr, où le hasard joue un rôle important. En 1956, l'année où je suis entré à l'École normale supérieure, je m'étais fixé comme programme de lire trois livres dans l'année : *Le Capital* de Marx, *Les Structures élémentaires de la parenté* de Lévi-Strauss, *La Science des rêves* de Freud. En lisant ces trois livres j'ai eu le sentiment d'assister au même exploit, à la même performance, c'est-à-dire d'avoir affaire au départ à une sorte de chaos empirique, inextricable, désordonné, insaisissable, et de voir chaque fois l'auteur réduire ce chaos, y introduire la raison et finalement le ramener à quelques principes simples parfaitement éclairants et rendant compte de la totalité du champ. Ceci a produit sur moi une sorte d'émerveillement.

Quand on lisait pour la première fois *Les Structures élémentaires de la parenté* sans être spécialiste, on avait affaire à toute cette masse de systèmes de parenté dont on ne voyait pas très bien à quoi elle correspondait. Finalement on se trouvait devant le système d'échanges restreints/échanges généralisés avec le mariage patrilatéral, forme intermédiaire, au milieu ; et donc le chaos avait été ramené à l'ordre. D'une certaine manière, *Le Capital* ou *La Science des rêves* généraient le même sentiment. Du coup, je me suis dit que peut-être je ferais de l'anthropologie.

Et il y avait une deuxième chose qui m'y encourageait, d'un tout autre ordre. On était en pleine période de la guerre d'Algérie et ça a été ma vraie première expérience militante que le combat contre la guerre d'Algérie. La France de l'époque avait un visage un peu hideux. C'était l'époque où on mettait au jour les tortures, la manière dont l'armée française se conduisait en Algérie. Et ça me donnait l'envie de partir.

Un autre élément jouait dans le même sens. J'étais étudiant en philosophie mais je voyais bien que l'avenir réservé aux philosophes se déroulait,

pour l'essentiel, entre les salles de cours et la bibliothèque. Je trouvais cela un peu confiné, car je souhaitais aussi voyager : l'appel du grand large...

Il faut se rappeler quelle était la situation de l'anthropologie à cette époque. Il y avait trois pôles entre lesquels on pouvait hésiter.

– Le pôle Lévi-Strauss, qui était intellectuellement extrêmement séduisant, mais on savait bien que si on suivait cette direction on irait travailler en Océanie ou en Amazonie chez des peuples tout de même très éloignés de l'histoire en train de se faire. Ça ne satisfaisait pas l'intérêt militant qui était extrêmement vif en moi.

– Il y avait le pôle autour de Germaine Dieterlen et de Solange de Ganay – Marcel Griaule était déjà mort à ce moment-là. Tout cela me paraissait être une activité qui n'avait pas grand-chose à voir avec la recherche proprement dite. C'était plutôt de la fiction littéraire, avec parfois de belles choses d'ailleurs, mais on ne voyait pas bien comment ça s'enracinait sur le terrain. Beaucoup plus tard, j'ai eu l'occasion de rencontrer Germaine Dieterlen, qui nous avait expliqué la différence entre les anthropologues français et les britanniques. Les Français s'intéressaient à ce que disent les gens, les anthropologues britanniques s'intéressaient à ce qu'ils font. Moi, je me sentais profondément britannique, dans la circonstance.

– La troisième solution était Georges Balandier. C'était une anthropologie très novatrice, mettant l'accent sur les conflits, sur les contradictions, sur la situation coloniale, tournée vers l'Afrique, un continent en train de connaître les grands mouvements de la décolonisation.

Nous avons été assez nombreux, parmi les jeunes anthropologues de cette époque, à nous tourner vers Balandier. Un certain nombre s'est tourné vers Lévi-Strauss, comme Michel Izard, Lucien Sebag, Pierre Clastres. Avec un autre groupe (Marc Augé, Pierre Bonnafé, Jean Bazin) je me suis tourné vers Balandier. Il faut dire qu'en plus Balandier se considérait comme un chef de guerre. Il était venu faire un séminaire à l'École normale dont l'objectif avoué était de recruter des anthropologues. À ce moment-là, il n'y avait pas de cursus d'anthropologie ; les anthropologues étaient soit des littéraires, soit des historiens, et en majorité des philosophes. Balandier venait consolider sa troupe en nous recrutant. Il a fait deux séminaires qui ont été finalement assez productifs de son point de vue puisqu'il nous a attirés. Quand j'évoque mon hésitation entre Lévi-Strauss et Balandier, en fait, le choix était politique d'une certaine façon. Le choix était en amont et en aval. Au milieu il y avait la recherche de terrain.

Balandier avait fait le choix d'une anthropologie de la modernité africaine. Je me souviens que dans son principal livre, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, la notion de situation coloniale était bien mise en avant.

Travailler avec Balandier, c'était réduire l'écart entre l'investissement de chercheur et l'investissement militant. Balandier lui-même avait joué un rôle important dans le mouvement nationaliste africain et il était l'un des fondateurs de la revue *Présence africaine* (née en 1947). À tous égards, son anthropologie était encore une fois celle du conflit, de la contradiction, etc. Elle devait beaucoup – et ce n'est pas une critique – à l'école anglaise de Manchester, à Gluckman, et à tous les anthropologues sud-africains, les communistes sud-africains qui avaient travaillé sur le thème du conflit, de la rébellion, de la révolte. Pour la plupart d'entre nous, c'était une anthropologie dans le siècle, dans l'histoire, qui nous avait séduits.

Je suis parti une première fois en Afrique à Dakar à l'occasion du service militaire. La guerre d'Algérie n'était pas tout à fait terminée puisqu'on était en janvier 1962 ; j'ai fait partie du premier contingent qui a fait dix-huit mois au lieu de trente. J'avais délibérément opté pour l'infanterie de marine, qui n'allait pas en Algérie. J'ai fait un service militaire dont je garde un excellent souvenir et qui m'a permis de faire mes premiers pas de chercheur. J'ai travaillé sur les syndicalistes sénégalais, qui sont très pittoresques. En l'absence de poste au Sénégal, après un court passage en France je suis parti en Côte d'Ivoire. La fac venait de se créer et le centre d'ethnologie aussi ; par conséquent il y avait la possibilité de s'y établir.

J'ai beaucoup lu bien sûr, mais la première fois que je suis arrivé sur le terrain en pays dida je n'en menais pas large. Je ne savais pas quoi faire. À l'époque, Denise Paulme avait travaillé dans une société très voisine de la mienne, la société Bété, et les Dida, leurs voisins, leur ressemblaient beaucoup. Denise Paulme avait fait une généalogie magnifique qui remontait à la huitième génération. Mais moi, quand j'ai commencé, la généalogie ne voulait pas monter, à la troisième génération c'était fini. Ça m'avait beaucoup stressé, je me disais que, ne sachant pas faire des généalogies, je ne devais pas être fait pour ce métier. Heureusement, Jean-Louis Boutillier (chercheur à l'ORSTOM²) était sur place. Il nous a servi de tuteur bienveillant et éclairé, à Marc Augé et à moi-même, ce qui a été très précieux pour apaiser nos angoisses, du moins les miennes. Jean-Louis Boutillier m'avait dit : « Tu n'en as rien à faire, tu n'as qu'à trouver une raison pour laquelle ils ne veulent pas faire de généalogie, ça ne les intéresse pas. »

Et comment avez-vous fait ?

Mon premier travail a été une monographie villageoise. Mon village s'appelait Zokolilié. La généalogie des principaux lignages du village était un passage obligé. Il fallait faire ça et aussi faire le cadastre, ce qui m'avait

beaucoup inquieté parce que, avec ma planche et ma boussole, mes périmètres ne se fermaient jamais. Un cadastre, en principe, on trace la parcelle et le point d'arrivée doit rejoindre le point de départ, et moi il y avait toujours un écart formidable. Là encore, Boutillier m'a calmé en me disant : « Tu n'as qu'à pousser un peu, personne n'ira jamais voir. » Enfin, il m'a appris le métier.

J'étais philosophe. À l'époque, il n'y avait aucun certificat spécialisé, à part celui de Leroi-Gourhan sur la technologie et qui servait de certificat de sciences. Parce que quand on voulait faire de l'anthropologie il fallait passer un certificat de sciences. Il y avait diverses options possibles mais il n'y avait pas de formation spécialisée, donc aucune formation pratique : arrivés sur le terrain, on se débrouillait. On apprenait la langue sur le tas. L'avantage, c'est que, pour dire les choses sans fausse modestie, en termes de culture générale on était bien supérieurs à ce que peut être un étudiant en anthropologie aujourd'hui, qui n'a fait que de l'anthropologie depuis le bac ! C'était un bénéfice qui ne se manifestait qu'après mais je pense qu'il était réel.

Quel était le contexte politique en Côte d'Ivoire ?

Je suis arrivé en Côte d'Ivoire à la rentrée 1964. À cette époque, la Côte d'Ivoire avait un régime très policier et quasi totalitaire. On oublie trop souvent que le président Houphouët et ses principaux adjoints avaient tous été formés à la politique par le parti communiste français jusqu'en 1950, date de la rupture. C'étaient donc des gens mûrs et des dirigeants confirmés. La Côte d'Ivoire a été le seul pays d'Afrique où, à deux reprises, avant que je n'arrive, il y a eu des procès avec des aveux. C'était un régime extrêmement dur et donc, de ce point de vue-là, si on voulait se maintenir on avait intérêt à s'abstenir. Les choses se sont détendues après, et on s'est moins abstenus. Ça n'a pas très bien fini pour nous, mais enfin c'est une autre histoire.

Nous étions au lendemain de l'indépendance, qui n'avait pas entraîné un allègement considérable de la présence française en Côte d'Ivoire, bien au contraire, puisqu'il y a eu plus de Français après qu'avant l'indépendance, en particulier à Abidjan, dans tous les secteurs de l'économie, etc. Sur le terrain ça ne se passait pas trop mal quand même parce que les gens étaient gentils. C'est une anecdote, mais je me souviens que, quand nous allions faire les cadastres dans la brousse, j'avais toujours quatre ou cinq villageois avec moi, pour montrer le chemin et pour porter l'appareil. On traversait des marigots sur des troncs d'arbres dont on avait enlevé l'écorce. Et moi, je suis très maladroit, ça ne ratait jamais, je finissais au fond du marigot. Ça amusait beaucoup les types, qui venaient me chercher très gentiment.

Une fois ils m'ont dit : « Il y a quelques années, ça ne te serait pas arrivé parce qu'il n'y avait pas encore l'indépendance, c'était encore la colonie, on t'aurait porté sur nos épaules, mais maintenant chacun marche sur ses jambes. » Je leur ai dit : « C'est très bien comme ça. » L'indépendance était présente. C'était une époque faste pour la Côte d'Ivoire du point de vue économique, en particulier dans la zone de plantation. Les prix du café et du cacao s'envolaient.

Pour les villageois dida, les Blancs qu'ils étaient habitués à voir correspondaient à trois profils différents : c'était soit un missionnaire, soit un flic, soit un agent de l'urbanisme qui venait pour chasser le village ailleurs. Quand je suis arrivé, ils se sont demandé auquel des trois j'appartenais. Je pouvais raconter ce que je voulais, je n'arrivais pas à lever les suspicions. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps qu'ils ont vu que ma venue n'entraînait aucune catastrophe, aucun bouleversement, ils m'ont accepté même si quand on est jeune on fait des gaffes. En arrivant, je ne parlais pas encore la langue, je l'ai apprise sur place. J'avais un interprète et j'expliquais que je venais faire une enquête. On m'a dit qu'il n'y avait pas eu de crime et que par conséquent ma venue n'avait pas lieu d'être ! Pour eux, toute enquête ne pouvait être que policière. Les tensions sont venues plus tard.

À un moment vous avez donc été obligé de rentrer en France ?

Comme les Français n'étaient pas intéressés à venir à l'époque, je me suis donc retrouvé avec le superbe titre de « doyen par intérim de la faculté de lettres » à l'âge de 27 ans, ce qui me permet de dire qu'ensuite ma carrière n'a été qu'un long déclin par rapport à ces succès initiaux. Plusieurs épisodes se sont succédé. En 1967, il y a eu pour la première fois un mouvement au sein de l'université où j'enseignais. Trois cents étudiants africains, ivoiriens et étrangers sont partis protester sur un sujet de politique étrangère qui avait trait aux rapports entre la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, qui étaient assez étroits malgré l'apartheid, et ça ne plaisait pas à ces étudiants. Ils sont partis manifester en ville et se sont fait ramasser, puis tabasser par des gendarmes et mettre en prison. Dans un premier temps, le gouvernement a dit que les étrangers burkinabés, maliens étaient tous expulsés (les Français n'avaient pas pris part) et que tous les Ivoiriens seraient envoyés au service militaire. Si cela avait été appliqué, il n'y aurait plus eu d'étudiants africains à l'université, il n'y aurait eu que des étudiants blancs, ce qui était paradoxal. Avec des copains nous avons fait une lettre extrêmement respectueuse pour demander la clémence du président. Tout en sachant à quoi nous nous exposions, nous l'avons affichée sur les murs de la fac. Les étudiants étaient assez satisfaits, mais les autorités ont pris ça

très mal. Je me souviens d'une entrevue, très émouvante d'une certaine façon, avec le ministre de l'Éducation ivoirien, qui nous a convoqués pour nous passer un savon : « Vous ne vous rendez pas compte » – ce qui est assez drôle quand on pense à ce qui s'est passé une année après en France. « Ici un mouvement d'étudiants peut faire tomber le gouvernement, alors qu'en France celui-ci n'en a rien à cirer ! » Si je l'avais vu un an après j'aurais pu lui dire : « En France aussi, monsieur le ministre ! » Finalement, ce n'est pas à cause de notre lettre, mais ils ont réfléchi et, au bout d'une semaine, les étudiants ont été libérés. Mais ils ne nous ont pas pardonné cette intervention.

L'expérience ivoirienne m'a été précieuse, à bien des égards. D'abord c'était mon premier terrain, et puis j'y ai rencontré la vraie droite colonialiste. Beaucoup de nos collègues ignoraient ce qu'est la vraie droite colonialiste, même à cette époque-là. Le recteur Huard a été renvoyé assez vite, au bout d'un an ou deux. Et à ce moment-là j'ai perdu mon « parapluie », si je puis dire. Puis est arrivé un recteur qui était complètement aux ordres de l'ambassadeur de France ; quand est arrivé le mouvement des étudiants, le recteur était tout prêt à nous faire partir. Comme on était assez nombreux, ça démantelait sa fac, mais j'ai tout de même perdu mon poste de doyen, on a trouvé quelqu'un pour me remplacer. Je suis resté sur place. On m'avait dit : « Faites-vous oublier, allez sur le terrain. » Je trouvais ça très bien.

Là-dessus est arrivé le mouvement de 68. C'est ça qui a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. On était donc mal informés, il fallait avoir des transistors très performants. Un jour on a appris que les coopérateurs de Dakar avaient fait un texte de soutien au général de Gaulle, vers le 20 mai. On s'est dit qu'on allait faire un texte de soutien au mouvement, une pétition disant que nous étions pleinement solidaires du mouvement de 68. On a collecté pas mal de signatures, plus de deux cents, parmi les coopérateurs français, les universitaires, ceux qui travaillaient au ministère du Plan, à la ville d'Abidjan ; il y avait beaucoup de chercheurs, d'experts, des jeunes gens sympathisants du mouvement. Après les deux cents signatures, on a décidé de rendre public le texte, ce devait être vers le 7-8 juin, mais la bataille était déjà finie en France à ce moment-là. On a mis notre texte sur le télex le 10 juin. Dans un premier temps, l'ambassadeur et le gouvernement ivoirien ont décidé d'expulser les deux cents signataires, mais ils n'avaient pas la liste. C'est moi qui l'avais. Ils ont essayé de la reconstituer. Ils ont vu que s'ils expulsaient tout le monde la moitié de la fac partirait, le ministère du Plan serait vidé, l'ORSTOM décimé. Alors ils se sont ralliés à une solution plus modérée qui consistait à expulser les meneurs. Ils ne se sont pas trompés ! Avec trois copains, nous n'avons pas

été expulsés mais nos postes ont été supprimés. C'est comme ça qu'on est revenus en France après la bataille, fin juin 68, où je me suis retrouvé à Vincennes pendant quatorze ans. Je suis arrivé à l'École des hautes études en sciences sociales en 1982.

Comment expliquez-vous la vigueur de votre engagement politique ?

Je viens d'une famille tout à fait à droite, ça l'explique pour une part. La révolte adolescente a pris la forme d'un engagement politique à gauche. Je me suis posé la question à plusieurs reprises de savoir si j'allais adhérer au parti communiste. Mais le fait que Staline ait pu livrer des prisonniers communistes allemands à Hitler était pour moi totalement intolérable. C'est pour cela que je n'ai jamais adhéré à aucune organisation communiste. Je me suis intéressé à la politique très jeune à cause du destin de ma famille, des antagonismes familiaux. Je me souviens très bien, je devais avoir 14 ans à peu près, du procès Kravchenko / *Lettres françaises*. Margarete Buber-Neumann est venue témoigner au procès. Elle est aussi venue à celui de David Rousset. Elle avait épousé Rafael Buber, un communiste, fils du philosophe juif Martin Buber, puis divorça en 1929. Margarete épousa alors Heinz Neumann, un des leaders du parti communiste allemand qui avait eu une grande carrière, y compris dans l'Internationale communiste où il avait animé notamment la révolte de Canton en 1927. Heinz Neumann a disparu lors des purges de 1937, et Margarete a été livrée par le NKVD aux nazis en 1940.

J'étais un grand lecteur de Trotsky, mais le parti trotskiste français me paraissait bien groupusculaire. Je cherchais un peu plus d'efficacité et j'avais adhéré à l'époque aux Étudiants socialistes, en 1955. J'avais 20 ans. À ce moment-là, le parti socialiste, par la voix de Guy Mollet, se disait très hostile à la guerre d'Algérie. Les premières affiches que j'ai collées l'ont été avec les Jeunes socialistes. Elles disaient : « Jeune, vas-tu accepter de te faire le mercenaire du colonialisme en Algérie ? » C'était à peu près ce que je pensais. Puis sont arrivées les élections du 2 janvier 1956, la constitution du gouvernement Guy Mollet et sa volte-face vers une politique répressive. Alors on a dû faire opposition pendant deux ans à l'intérieur du parti socialiste, sans grand succès. L'organisation des Étudiants socialistes a été dissoute et à l'arrivée du général de Gaulle j'ai participé à la fondation du PSA (Parti socialiste autonome) puis du PSU (Parti socialiste unifié). J'ai quitté le parti socialiste à ce moment-là. J'étais le porte-serviette de Michel Rocard, qui était le secrétaire général des Étudiants socialistes. C'est un peu à lui aussi que je dois ma formation.

Donc j'étais militant. Je me souviens, le premier meeting auquel j'ai participé portait sur le problème de la décolonisation, car il réclamait l'amnistie des condamnés politiques malgaches, emprisonnés depuis l'insurrection de 1947. Et puis en 1953 ce fut la fin de la guerre d'Indochine puis les événements de Tunisie, d'Algérie, et là aussi j'ai été assez investi.

J'ai été très actif au moment de la guerre d'Algérie ; le mouvement étudiant, et particulièrement sa gauche, a été très rapide à se mobiliser. Il y avait une espèce de Comité des organisations étudiantes françaises et d'outre-mer qui se réunissait au 115 boulevard Saint-Michel, au siège de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), pour organiser des manifestations. Il y avait des étudiants communistes, des étudiants de l'Union de la gauche socialiste (UGS), des étudiants socialistes, des étudiants radicaux, et puis des étudiants marocains, tunisiens... On a organisé nos premières manifestations dès le début de 1957. Il n'y avait pas grand monde. C'était une activité très prenante, il fallait palabrer indéfiniment sur les textes. Ma forme d'engagement a porté sur la guerre d'Algérie pour l'essentiel.

Comment voyez-vous les rapports entre démarche scientifique et activités politiques ?

Je crois que l'activité de recherche et l'activité militante sont deux choses distinctes. Il est très difficile de les confondre, de les mener de front sur le terrain, et par conséquent elles doivent correspondre à des temps différents dans l'activité du chercheur. On se trouve parfois confronté à des choses qui choquent politiquement. Faut-il intervenir et de quelle façon ? Il m'est arrivé comme tout le monde de donner des coups de main à des gens pour faire des papiers, pour faire des démarches administratives, le cas échéant d'aller causer avec le sous-préfet pour dire « Il y a un petit problème », mais sans plus. Parce que si j'avais fait plus, je me serais fait virer. À un moment donné, il faut savoir si on veut faire du terrain ou non. Mais, plus profondément, la logique de la recherche n'est pas la même que la logique de l'action militante, laquelle est une logique politique qui s'inscrit dans les catégories de Carl Schmitt, à savoir : qui sont les amis, qui sont les ennemis ? Ça se fait contre ou pour. L'action militante implique des jugements, elle est nécessairement manichéenne. Il y a des ennemis avec leurs complices et des gens qu'on peut rallier, des amis. Il n'y a pas de neutralité en la matière, il y a des jugements de valeur, et puis il y a des coalitions qui font que moi je suis du côté de mes amis. Mes ennemis, j'essaie de les bousculer, de les mettre hors d'état de nuire. La logique de la recherche n'est pas celle-là, c'est une logique qui cherche à être exhaustive, à recueillir tous les points de vue, toutes les opinions, à se faire

accepter par tout le monde de manière à pouvoir entendre ce que les uns et les autres ont à dire, et à pouvoir observer ce qu'ils ont à montrer. Ce sont deux logiques tellement différentes que je ne vois pas comment les mener de front. Le fait d'avoir une activité militante t'aide dans ta recherche parce que tu as appris des choses, et inversement : je me souviens que dans mon activité de défense des sans-papiers mon expérience d'anthropologue m'a été utile. Il y a des choses que j'ai mieux comprises que d'autres copains parce que je les avais déjà vu faire : des séances de palabres, par exemple. Avoir un regard d'anthropologue sur l'activité militante est utile. Les deux expériences peuvent s'enrichir mutuellement, c'est incontestable, mais de mon point de vue on ne peut pas les mener de front.

Une anthropologie engagée mettrait à mal la posture même du chercheur, à savoir une certaine distanciation et donc une certaine neutralité pour regarder le réel. Est-ce cela que vous voulez dire ?

À peu près. Je ne prendrais pas le terme de « neutralité » mais de « distance », oui. Dans l'action militante, on porte des jugements de valeur : Untel est bien, Untel n'est pas bien. Ces jugements de valeur n'ont aucun sens dans la recherche. Dans la recherche, je n'ai pas d'alliés ou d'ennemis, j'ai des objets. Ce n'est pas pareil.

Le produit du travail du chercheur est-il purement neutre, n'a-t-il pas quelque chose à voir avec la normativité, l'idée qu'on se fait de ce qui est souhaitable pour l'avenir ?

Je ne sais pas, je ne suis pas sûr. Après tout, y compris en anthropologie, nous avons de très bons chercheurs de droite ! Le fait qu'ils soient de droite et conservateurs ne compromet pas leurs qualités de chercheurs. Ça vient dans un second temps.

Le point sur lequel j'insiste, c'est à propos du terrain. Sur le terrain, on ne peut mener les deux choses de front. Dans le mouvement des sans-papiers, je me suis vraiment engagé comme militant, avec des ennemis, avec des adversaires, pour définir des stratégies, porter des jugements de valeur. Ça ne m'intéressait pas d'aller interviewer les gens des guichets de la préfecture. Pour moi, ce sont des adversaires qu'on essaye de contraindre, de duper, « faire plier ». Ça ne veut pas dire que mon expérience d'anthropologue ne m'a pas été utile, et inversement. Lorsque l'on a une activité militante, il y a des choses qu'on voit plus facilement. Dans l'activité de recherche au quotidien, la confusion est dangereuse, car le risque est de faire de la mauvaise politique et de la mauvaise recherche.

Mon point de vue n'est pas partagé par la majorité de mes collègues, mais il se peut aussi que mon point de vue soit inconsciemment modelé par la période où les communistes distinguaient science bourgeoise et science prolétarienne. Il est vrai que lorsque la recherche était entièrement subordonnée aux objectifs politiques, c'était le bureau politique qui décidait d'avance des résultats de la recherche, ce qui est gravissime. Il se peut donc que je torde trop le bâton dans l'autre sens.

La science est aujourd'hui largement convoquée par le politique pour légitimer l'action publique, et à l'inverse les institutions scientifiques fonctionnent selon des normes valorisant la compétition, la concurrence et de multiples formes d'évaluation, ces éléments étant de plus en plus consubstantiels à la démarche scientifique. Si l'on se place d'un point de vue personnel, il est essentiel de ne pas confondre engagement politique et activité scientifique. Ces deux registres sont-ils pour autant irréductibles ou étanches? Ne peut-on au contraire considérer que l'expérience personnelle d'un chercheur et sa manière de voir le monde influencent le choix de ses objets et la manière dont ils sont construits?

Oui, d'accord, simplement c'est toujours la même chose. Moi, je suis wébérien orthodoxe là-dessus ! On ne peut passer du fait aux valeurs. La valeur est indépendante du fait. Le choix des valeurs est toujours un choix arbitraire. Il ne se déduit jamais des faits. Chacun peut les transformer compte tenu de son expérience, mais on ne peut prétendre que les valeurs se déduisent de la recherche ; cela ne me paraît pas tenable. Ce sont deux choses autonomes. Pour ma part, mon système de valeurs ne doit rien à ma recherche. Parfois ma recherche l'a confirmé, parfois elle l'a contredit. Par conséquent, il a fallu que je m'arrange, le cas échéant que je modifie mon système, mais ce ne sont pas les faits qui ont produit mes valeurs.

Pensez-vous que la part de subjectivité du chercheur liée à sa trajectoire et à son expérience intervienne dans le choix des objets et de leurs modes de traitement?

Tout dépend de l'expérience de chacun. La mienne n'est pas forcément généralisable. Dans le choix de l'objet, la part de la contingence est considérable. Si j'ai travaillé en pays dida, je sais comment ça s'est passé. Avant de partir à Abidjan, j'avais rencontré Jean-Louis Boutillier et je lui avais dit qu'il me fallait un terrain, mais pas trop loin d'Abidjan parce que je serais obligé d'y revenir pour mes enseignements et ma famille, et que j'aimerais bien rencontrer des gens qui n'auraient pas déjà connu

cinquante enquêtes. Il m'a dit qu'il y avait des gens très bien, mais à trois cents kilomètres d'Abidjan, et la route était goudronnée. On les appelait les Dida, on ne savait rien d'eux, sinon qu'à l'inverse de toutes les populations voisines ils portaient sur le dos au lieu de porter sur la tête et qu'ils avaient des filets de chasse. Ça me convenait tout à fait, c'est comme cela que j'ai choisi mon objet pour faire une monographie villageoise. Je n'ai pas choisi, l'objet m'est tombé dessus. J'ai choisi, mais les contraintes étaient fortes. Après, je sais pourquoi j'ai travaillé en pays abron. J'avais vu une communauté villageoise lignagère, je voulais voir autre chose, une communauté avec un État, un souverain. En sociologie, on a plus de choix, de marge, mais en anthropologie on choisit un terrain, une population. À ce niveau-là, les valeurs n'interviennent pas tellement.

J'ai été frappé du fait que pendant les années où j'ai travaillé en pays abron un chercheur américain y avait travaillé, sur la même région. Lui s'occupait spécialement des problèmes de la vie familiale, de l'éducation des enfants, etc. C'est très frappant quand on le lit et qu'on me lit, on n'a pas l'impression qu'il s'agit des mêmes personnes. Moi, j'ai vu un peuple d'aristocrates pleins de fierté, de nostalgie du passé, de l'époque de leur grandeur, avec les valeurs du combat, de la performance, de l'exploit, de la gloire qui étaient absolument dominantes. Et lui a vu un peuple de braves familles qui cultivaient leur lopin et qui essayaient d'élever tant bien que mal leurs enfants. Ça m'a intéressé parce que le résultat de la recherche dépend beaucoup de la personnalité du chercheur !

Ne pensez-vous pas que votre position tient au fait que l'anthropologie que vous avez menée en Afrique n'était pas confrontée à une institution soucieuse de promouvoir des normes de développement, comme d'autres sont dépositaires des valeurs de la productivité ?

C'est exact, mon expérience est très biaisée, car pour l'essentiel de mon temps de recherche j'étais un petit producteur indépendant, j'étais à mon compte. En tant qu'universitaire je travaillais pour le centre d'ethnologie de l'Université d'Abidjan, que je dirigeais. Je faisais rigoureusement ce que je voulais et je n'ai jamais eu de comptes à rendre aux institutions. Ça joue beaucoup. Il est vrai que j'ai une conception relativement archaïque et positiviste de la chose. Mon expérience en pays abron me l'a confirmé ; si la personnalité compte dans ce que l'on voit, mon objectif a toujours été d'essayer d'en prendre conscience et d'en neutraliser les effets. Je continue de penser que l'anthropologie vise à établir un savoir. L'objectivité, c'est une idée kantienne. Je ne partage pas la position de

ceux qui, comme Alban Bensa, considèrent que la finalité de l'anthropologie est la rencontre d'un chercheur avec un terrain. C'est peut-être le cas de l'écriture romanesque mais en aucun cas de l'anthropologie. Même si on ne peut neutraliser en totalité notre part de subjectivité, il faut faire en sorte qu'elle pèse le moins possible sur les résultats.

Emmanuel TERRAY
Anthropologue
Directeur d'études à l'EHESS

NOTES

1. L'entretien a été mené par Sophie Bobbé et Pierre Alphanodéry.
2. Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération.

RÉSUMÉ

S'intéressant à l'Afrique en voie de décolonisation, Emmanuel Terray choisit une posture de recherche qui lui confère une autonomie importante. Il distingue cependant soigneusement la logique de la recherche, qui implique de parler avec tout le monde, de celle de la politique, qui s'inscrit dans les catégories de Carl Schmitt : qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ?

MOTS CLÉS : anthropologie, méthodologie, terrain, engagement, neutralité axiologique, subjectivité, politique.

SUMMARY

Interested in the process of African decolonization, Emmanuel Terray chooses a research stance providing significant autonomy. However, he carefully operate a distinction between the logic of the research, which involves talking with each and everyone, and that of politics, which, following Carl Schmitt, implies wondering "who are our friends, who are our enemies?"

KEYWORDS : anthropology, methodology, fieldwork, commitment, axiological neutrality, subjectivity, politics.

Logique militante et logique de la recherche

RESUMEN

Interesándose en la África en vía de descolonización, el autor escoge una postura de investigación que le confiere una autonomía importante. Distingue sin embargo cuidadosamente la lógica de la investigación que implica hablar con todo el mundo a la política la que se inscribe en las categorías de Carl Schmitt : ¿ quiénes son nuestros amigos, quiénes son nuestros enemigos ?

PALABRAS CLAVES: antropología, metodología, terreno, compromiso, neutralidad axiológica, subjectividad, política.